



Communiqué interfédéral FSU, FNEC-FP-FO, CGT Educ'action, SUD Education du Tarn

Depuis des mois, les personnels sont mobilisés, en particulier par des mouvements de grève qui ont été très importants dans notre département, pour exprimer leur rejet de la loi « école de la confiance », du nouveau baccalauréat et des réformes des lycées (général, technologique, professionnel) et de la sélection généralisée à l'entrée du supérieur via Parcoursup.

La grève de la surveillance du Bac puis des correcteurs et correctrices, les prises de position des jurys, en juin et juillet, en ont été une déclinaison. L'attitude autoritaire et arrogante que le ministre a adoptée face à cette mobilisation a confirmé son mépris, non seulement de la profession, mais encore des élèves et de leurs parents.

Si le ton du ministre semble changé, il entend clairement poursuivre, sans la moindre inflexion, la mise en œuvre des réformes déjà engagées.

Les déclarations du ministre de l'Éducation en cette rentrée ne peuvent rassurer les personnels de l'Éducation nationale.

Nos organisations syndicales refusent toujours ces réformes, demandent leur suspension et leur abrogation. Elles soulignent également que Le ministre ne répond pas aux inquiétudes légitimes des personnels sur des sujets aussi importants que :

- les effets de la loi dite de transformation de la Fonction publique qui prétend entièrement remettre en cause les statuts de la FP et les garanties qu'elles apportent tant pour les agents que pour les usagers ;
- l'insuffisance de leurs salaires ;
- l'impact désastreux qu'aura la future réforme des retraites sur le corps enseignants et au-delà pour l'ensemble de la population.

Les organisations syndicales, FSU (SNES, SNUipp, SNEP, SNUEP), SNFOLC, SNUDI FO, CGT Éduc'action, SUD Éducation, considèrent que les mobilisations engagées depuis des mois doivent se poursuivre, elles apportent leur soutien à toutes les initiatives (grèves, Assemblées Générales, Heures d'Information Syndicale...) qui se mènent depuis la rentrée alors que celle-ci confirme bien les inquiétudes : effectifs chargés, évaluation nationale CP-CE1, désorganisation des lycées, prise en charge dégradée des élèves à handicap, postes non pourvus...

Elles resteront très vigilantes à l'égard des sanctions qui pourraient s'abattre sur les personnes mobilisées à la fin de l'année dernière. Elles portent une attention particulière au sort réservé aux personnels précaires de l'Éducation Nationale, premières victimes de la maltraitance institutionnelle qui s'abat sur la profession.

Plus largement, nos organisations syndicales s'associent à tous les secteurs en lutte pour la défense d'un service public de qualité, pour de meilleures conditions de vie. Elles se reconnaissent dans les mouvements sociaux qui se déploient et dénoncent la répression qu'ils subissent.

Nos organisations syndicales rappellent leurs revendications :

- abrogation de la loi Blanquer, de Parcoursup, de la réforme du collège, du lycée général et du lycée professionnel !
- abandon du projet Macron-Delevoye sur les retraites et maintien du code des pensions de la FP, retour à la retraite à 60 ans à taux plein !

Nos organisations syndicales, convaincues que de simples journées d'action ne permettront pas de faire reculer le gouvernement invitent l'ensemble des collègues du département à préparer, avec leurs organisations syndicales, la riposte nécessaire pour le faire reculer.

Dans le cadre de la préparation de ce rapport de force, elles organisent une conférence de presse le 16 septembre dans les locaux de la FSU à 10 H 00.